

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 19 juillet 2024

Nos réf. : SAU/NC/MT n° 24-388

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

LACOSTE OPERATIONS

25, Rue Jules Didier
10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS

Code AIOT : 0005702108

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21 juin 2024 dans l'établissement LACOSTE OPÉRATIONS implanté 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS. L'inspection a été annoncée le 18 juin 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection est réalisée suite à un signalement de symptômes d'intoxication à l'hydrogène sulfuré (H₂S) et d'« odeur désagréable d'œuf pourri », apparus pour une femme et ses deux enfants le dimanche 17 mars vers 18 h 00, rue des Gayettes à TROYES, à proximité de la carrosserie Beltramelli et des installations de la société LACOSTE OPÉRATIONS.

Le signalement écrit de cet événement a été réalisé par un médecin du travail exerçant pour la Ville de TROYES et TROYES Champagne Métropole, par courriel en date du 20 mars 2024, reçu à l'Unité Départementale de la DREAL le 28 mai 2024 en raison d'une erreur de destinataire.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LACOSTE OPÉRATIONS
- 25, Rue Jules Didier 10120 SAINT-ANDRÉ-LES-VERGERS
- Code AIOT : 0005702108
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La Société LACOSTE OPÉRATIONS (anciennement DEVANLAY LACOSTE) est spécialisée dans la teinture et les apprêts sur des textiles en coton. L'établissement est un site dit « de production intégrée » qui fabrique des polos à partir de fils neufs. Les trois grandes étapes de production sont le tricotage, la teinture et la confection. Les produits textiles issus de la fabrication sont destinés au marché sous la marque LACOSTE.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection	Proposition de délais
2	Température des rejets	Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 4.4.4.4	Demande d'action corrective	Échéancier à fournir sous 2 mois

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des rejets odorants	Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 3.1.3	Fait l'objet d'un APC

2-3) Ce qu'il faut retenir des constats

Les échanges n'ont pas permis d'identifier clairement le site comme étant à l'origine de rejets significatifs en H₂S. Toutefois, afin de prévenir le risque associé, une action de levée de doutes est proposée, encadrée par arrêté préfectoral complémentaire.

Une non-conformité concernant la température des rejets de l'installation a par ailleurs été détectée. Au vu des travaux prévus par l'exploitant, un échéancier de mise en conformité est attendu sous un délai de 2 mois.

Par ailleurs, conformément aux engagements pris lors de la visite d'inspection, TCM est invitée à réaliser les investigations nécessaires sur son réseau. Des copies du présent rapport sont par conséquent adressées à TCM et à l'ARS.

En dehors des constats faisant l'objet de fiches dans le présent rapport, la visite d'inspection a été l'occasion d'échanger avec l'exploitant autour des résultats de ses campagnes d'analyses de PFAS/AOF.

Au vu des résultats de ces campagnes mettant en avant notamment la présence d'AOF (flux maximal de 44,88 g/j mesuré dans le second prélèvement de la campagne d'analyses imposée dans le cadre de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023), l'exploitant a engagé des actions de visant à identifier l'origine de ces polluants dans ses effluents.

L'exploitant déclare ainsi que ces polluants ont peu de chances d'être émis dans le cadre de leur process, dans la mesure où les produits chimiques utilisés sur le site n'en contiennent pas selon les déclarations de leurs fournisseurs. Des analyses sont en cours concernant l'eau des forages utilisée afin de déterminer si cette dernière n'est pas déjà contaminée lors des prélèvements.

L'inspection des installations classées propose d'encadrer ces investigations complémentaires. Le projet d'arrêté préfectoral complémentaire évoqué précédemment reprend des prescriptions en lien avec cette problématique.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des rejets odorants

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, de traitement...) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement...). Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance, à l'exception des procédés de traitement anaérobie, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert. Les bassins, canaux, stockage et traitement des boues, susceptibles d'émettre des odeurs sont couverts autant que possible et si besoin ventilés.
Constats : L'exploitant a mis en place un système de brumisation au niveau de son bassin d'effluents afin d'éviter l'apparition d'odeurs en dehors du site. Suite au signalement de l'inspection de la potentielle intoxication au H ₂ S à proximité du site, l'exploitant a réalisé chaque jour différentes mesures de gaz dans la rue associée au signalement, le matin, le midi et soir, à l'aide d'un détecteur 4 gaz. La concentration maximale a été relevée au-dessus du bassin de neutralisation des effluents du site, le dimanche 16/06/2024. Cette concentration s'élevait alors à 3 ppm. A titre de comparaison, la Valeur Limite d'Exposition Professionnelle pour une durée de 8h (VLEP 8h) est fixée à 5 ppm et la valeur limite court terme (VLEP CT) est fixée à 10 ppm selon la fiche toxicologique de l'INERIS en date de février 2024. L'exploitant déclare que les effluents stagnent dans le bassin en dehors des heures de production, le week-end, mais sont brassés dans ce dernier. Dans son intervention, le représentant de TCM déclare qu'aucune chute et qu'aucun pompage dans le réseau d'assainissement situé à proximité de l'installation ne sont connus à ce jour. L'absence de chute reste cependant un point à vérifier selon ses déclarations. Par ailleurs, des phénomènes d'émission de H ₂ S dans le réseau d'assainissement situé plus à l'aval du site ont nécessité récemment de reporter certains travaux. Le représentant de TCM a indiqué que des investigations complémentaires seront menées sur son réseau d'assainissement. Observations : La stagnation des effluents le week-end, même en présence du brassage, peut être à l'origine de conditions favorables à l'émission de H ₂ S : <ul style="list-style-type: none">• si le milieu est anaérobie (absence de dioxygène), il y a une possibilité de réduction des sulfates et de la matière organique soufrée présents dans les effluents en sulfures, eux-mêmes en équilibre avec le H₂S dissout dans les effluents, susceptible de dégazer ;• si le milieu n'est pas anaérobie mais est trop pauvre en dioxygène, le sulfure présent dans les effluents (produit en amont dans le process ou dans une couche de biofilm favorable à la formation de milieu anaérobie au sein du bassin lui-même) ne peut pas être intégralement oxydé et augmente par équilibre la quantité de H₂S dissoute susceptible de dégazer. Suites proposées : Dans la mesure où la responsabilité du site dans les suspicions d'intoxication n'est pas avérée, il est proposé une action de levée de doutes afin d'approfondir cette problématique. Ainsi, par arrêté préfectoral complémentaire, il est proposé d'imposer à l'exploitant, pendant une durée de 1 an (reconductible en cas d'apparition de concentration en H ₂ S dans l'air supérieure à 5 ppm) : <ul style="list-style-type: none">- une analyse hebdomadaire, le dimanche, des paramètres soufre total et des versions oxydées du soufre (sulfites et sulfates) ;- une analyse en continu du H₂S dans l'air au droit du bassin de neutralisation des effluents du site. Recommandations : Dans l'attente des résultats de cette action de levée de doutes, il est recommandé à l'exploitant afin de prévenir la formation de H ₂ S au niveau de son bassin : <ul style="list-style-type: none">• de veiller à la bonne oxygénation de son bassin, en particulier en périodes de stagnation des effluents ;• de surveiller et limiter la formation de biofilm dans son bassin.
Type de suites proposées : Arrêté préfectoral complémentaire

N° 2 : Température des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2010, article 4.4.4.4
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : La température des eaux résiduaires rejetées doit être strictement inférieure à 30°C. [...]
Constats : Sur la période de 1 an s'étalant de début mai 2023 à fin avril 2024, la société a déclaré, sur la plateforme de télédéclaration GIDAF, 260 jours présentant une température moyenne supérieure à 30°C. La température moyenne maximale enregistrée sur une journée est de 44,2 °C. L'exploitant déclare le jour de la visite être en cours de réflexion sur un projet de récupération de la chaleur de ses effluents. La mise en œuvre de ce projet permettra de réduire la température de ces derniers.
Observations : La non-conformité observée concernant la température des effluents est susceptible d'accélérer dans ces derniers les processus de dégradation de la matière organique. Cette non-conformité est par conséquent de nature à favoriser la formation de H ₂ S. Au vu des projets de l'exploitant, il est demandé à ce dernier de fournir un échéancier de mise en conformité dans un délai de 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective